

**M. Mazankowski:** Ce n'est pas une mince question, monsieur le Président. Est-ce que j'ai une opinion positive du chemin de fer? C'est le gouvernement et moi-même, en 1979, qui avons dressé le plan quinquennal pour renflouer le chemin de fer. Voilà pourquoi il y a encore un service ferroviaire actuellement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** C'est une question grave, et elle est à l'étude. Le député signale avec raison les intérêts contradictoires qui sont en jeu et demande si nous aurons divers modes de transport et dans quelle mesure nous les soutiendrons. A l'heure actuelle, le gouvernement fédéral soutient tous les modes de transport, air, fer et mer. Le programme quinquennal a pris fin. Il sera examiné d'une façon ou d'une autre. Nous tiendrons compte de toutes ces choses, étant donné qu'on a constaté que le tarif-marchandises ne compensait pas les coûts, ce qui va à l'encontre de la Loi nationale sur les transports. C'est une réalité dont nous devons tenir compte.

● (1620)

En outre, tant que le tarif demeurera peu élevé, nous devons soutenir de façon appréciable le transport maritime et le transport par chemin de fer. Nous estimons que le chemin de fer est un mode de transport important à Terre-Neuve. Autrement, nous n'aurions pas adopté une série de mesures pour le renflouer en 1979. Nous maintiendrons cette aide encore un certain temps.

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, pour commencer, je n'étais pas certain d'intervenir au sujet de cette motion présentée par les libéraux et dont voici le texte:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour l'indifférence et la négligence qu'il manifeste envers la région de l'Atlantique, spécialement en ce qui concerne l'expansion industrielle régionale, les pêches et les transports.

N'étant pas spécialiste du développement régional, de la pêche ou du transport, et ne connaissant pas bien les provinces de l'Atlantique, je pensais qu'il vaudrait peut-être mieux que je suive simplement le débat. Cependant, même si ma connaissance des provinces de l'Atlantique se limite à quelques visites chez des amis au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, à deux ou trois reprises, et à deux ou trois séjours chez mon fils à Terre-Neuve, je n'en tiendrai pas compte. Je veux parler aujourd'hui de la question du logement. Même si la motion n'en parle pas précisément, c'est une question qui mérite réflexion, à mon avis.

Le ministre a pris la parole ce matin, à l'instar du ministre qui représente Saint-Jean, en se lamentant comme d'habitude au sujet de tous les problèmes dont son parti a hérité du gouvernement précédent. C'était normal d'entendre ce genre de remarque en novembre, mais plus de six mois se sont écoulés depuis. Il devient de moins en moins plausible de les entendre reprocher toutes leurs erreurs au gouvernement précédent. C'est particulièrement déplacé dans le domaine du logement.

L'an dernier, le premier ministre (M. Mulroney), alors chef de l'opposition, s'est vanté au sujet de la politique de son parti

### Les subsides

concernant les logements coopératifs. Il a écrit à toutes sortes de gens. Voilà le genre de propos qu'il a tenus au cours de la campagne électorale, et parfois même avant:

Peu de questions revêtent une plus grande importance pour la population que la garantie d'un logement satisfaisant pour eux-mêmes et leurs familles.

Le premier ministre a le don de dire dans un style recherché des choses banales, comme «c'est aujourd'hui vendredi».

Le parti progressiste conservateur trouve inadmissible que le gouvernement libéral diminue les crédits du Programme de logement coopératif. Le fait qu'il prenne une telle mesure sans tenir compte des milliers de Canadiens pour lesquels le logement coopératif est la seule solution prouve que les beaux discours des libéraux, qui prétendent se préoccuper des problèmes sociaux, sont tout à fait creux.

Il ne se contente pas de maudire les libéraux, mais il ajoute:

Notre parti est sensible aux besoins des Canadiens et il estime que les coopératives sont un aspect nécessaire de tout programme de logement. Ils offrent aux Canadiens qui, autrement, ne pourraient pas s'acheter une maison, l'indépendance, la sécurité et un sentiment communautaire.

Puis, il résume en déclarant ceci:

Les logements coopératifs continueront à occuper une place prioritaire dans la politique de logement des progressistes conservateurs.

Quelles balivernes! Bien des gens s'en doutaient à l'époque. Le premier ministre et son cabinet l'ont prouvé. Le gouvernement précédent a sabré sans raison dans le programme de logements coopératifs. Rompant avec toutes ses promesses, le gouvernement actuel a sabré encore davantage dans ce programme. Comme son prédécesseur, il laisse les gens qui ont du mal à trouver un logement se débattre tout seuls.

Depuis que j'ai accepté d'être le porte-parole de mon parti pour le logement, j'ai appris qu'à Labrador City, les mises à pied généralisées auxquelles a procédé la société Iron Ore ont créé un problème. J'ai ici le rapport d'un groupe de travail daté d'octobre 1983. C'était un groupe de travail de l'Assemblée législative de Terre-Neuve qui enquêtait sur les problèmes socio-économiques de l'ouest du Labrador. Le rapport parle de la situation extrêmement difficile que connaissent les habitants, depuis que l'Iron Ore Company a fermé ses portes. Le groupe de travail du gouvernement provincial disait:

Les maisons étaient financées par des hypothèques classiques, la plupart assurées soit par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, soit par une société privée. Il importe de noter qu'à l'époque, les emprunteurs ne semblaient pas savoir par qui ils étaient assurés et quelles seraient les conséquences s'ils n'effectuaient pas leurs versements. Comme on le verra dans ce rapport, les sociétés d'assurance hypothécaire privées, qui ont le droit de poursuivre en justice, présentent de graves problèmes lorsqu'il s'agit de villes éloignées à une seule industrie.

Il y a d'autres allusions à ce problème, mais je voudrais sauter à la page 16 où l'on dit:

Néanmoins, les quelques centaines de travailleurs qui ont perdu leur emploi à Schefferville...

Schefferville était la propriété de la compagnie Iron Ore.

... ont reçu une compensation financière raisonnable, mais les quelque mille travailleurs de Labrador City qui ont, eux aussi, perdu leur emploi de façon permanente, n'ont rien reçu de comparable. La différence est criante et le gouvernement devrait essayer de faire pression sur les compagnies...

Il s'agit du gouvernement provincial et de l'Iron Ore dont le premier ministre était président jusqu'à tout récemment.